

Overwegende dat de goede werking van de diensten verzekerd moet worden, waarbij de rechtszekerheid van de procedures betreffende de benoeming tot de betrekkingen van directeur en tot de staffuncties die van 1 februari 2013 tot en met 30 juni 2014 vacant zijn verklaard, worden gewaarborgd;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 309bis, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2003 worden de woorden "1 januari 2013" vervangen door de woorden "1 juli 2014".

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 februari 2013.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201249]

13 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 36bis à 36quater, 37, 38, § 1^{er}, et 39, remplacés par le décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis CD-12d16-CWaPE-374 de la CWaPE du 20 février 2012;

Vu l'avis 54.699/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE et la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de services public dans le marché de l'électricité*

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché régional de l'électricité, est complété par les mots « ainsi que, partiellement, la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE ».

Art. 3. A l'article 11, § 2, de l'arrêté du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché régional de l'électricité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 3^o est complété par les mots « par produit faisant l'objet du contrat de fourniture et pour l'ensemble de la fourniture du fournisseur »;

2^o au 4^o, les mots « à partir de la totalité des sources d'énergie utilisées par le fournisseur au cours de l'année écoulée, sont à la disposition du public. » sont remplacés par les mots « par produit faisant l'objet du contrat de fourniture et pour l'ensemble de la fourniture du fournisseur au cours de l'année écoulée. ».

CHAPITRE III. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

Art. 4. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération est complété par les mots « ainsi que la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE ».

Art. 5. A l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase introductive est remplacée par ce qui suit : « Après acceptation de la demande et sur base des données de comptage du site de production ayant bénéficié d'un certificat de garantie d'origine, la CWaPE émet trimestriellement sous forme électronique : »;

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, est remplacé par ce qui suit : « un titre attribuant un nombre de certificats verts correspondant à la quantité d'électricité verte nette produite, sans préjudice des modalités de calcul énoncées dans le présent arrêté puis les dépose immédiatement sur le compte adéquat du détenteur du certificat de garantie d'origine ouvert dans la banque de données mentionnée à l'article 43, § 2, 11°, du décret. »;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le code de comptage prévu à l'article 9 peut déroger au principe d'octroi trimestriel lorsque cela réduit la charge administrative du producteur ou pour répondre aux conditions de reconnaissance mutuelle de garanties d'origine en provenance d'autres régions ou Etats membres. ».

Art. 6. A l'article 17bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « Sans préjudice des conditions d'acceptation des labels de garantie d'origine dans le cadre de la détermination des sources primaires prévues pour les bilans récapitulatifs des fournisseurs conformément à l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, » sont abrogés;

2° au paragraphe 1^{er}, les mots « à la fin de la première année civile qui suit; » sont remplacés par les mots « douze mois après le dernier jour du mois de la fin de la période de production de la quantité d'énergie correspondante. Par dérogation, les garanties d'origine émises plus de six mois après la fin de la période de production, pour une cause ne résultant pas de la responsabilité du producteur, ont une durée de validité de six mois calculée à partir du dernier jour du mois de leur émission. »;

3° le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit : « Un label de garantie d'origine est octroyé par MWh net injecté sur le réseau et par MWh net fourni à un client via une ligne directe. »;

4° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « Les labels de garanties d'origine octroyés pour une fourniture via une ligne directe sont immédiatement annulés au bénéfice de cette fourniture. ».

Art. 7. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, aux 5^e et 6^e tirets, les mots « et de cogénération à haut rendement » sont insérés après le mot « cogénération »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, après le 8^e tiret, le tiret suivant est inséré : « - le nombre de labels de garanties d'origine; »;

3° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, est complété par ce qui suit :

- « - la date de mise en service;
- la date et le pays d'émission;
- le numéro d'identification unique du certificat vert ou de la garantie d'origine;
- une identification du site de production et sa localisation;
- le vecteur énergétique;
- la source d'énergie;
- le rendement nominal électrique et, le cas échéant thermique de l'installation; »;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°, le tiret « - la date de transaction; » est inséré après le premier tiret;

5° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4°, est complété par ce qui suit :

- « - le nombre de garanties d'origine faisant l'objet de la transaction;
- la date de transaction; »;

6° au paragraphe 2, les mots « délivrés, échangés et restitués à la CWaPE. » sont remplacés par les mots « ainsi que les certificats verts et les labels de garanties d'origine émis, cédés et annulés. ».

Art. 8. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « 2003/54/CE » sont remplacés par les mots « 2009/72/CE »;

2° au paragraphe 4, les mots « déplacé vers le registre des labels de garantie d'origine supprimés du marché » sont remplacés par le mot « annulé ».

Art. 9. A l'article 27, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les mots « restitués mensuellement à la CWaPE » sont remplacés par les mots « annulés mensuellement par la CWaPE » et les mots « du caractère renouvelable et/ou de cogénération à haut rendement » sont remplacés par les mots « de l'origine ».

Art. 10. A l'article 28 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « de l'Espace économique européen » sont insérés après les mots « les Etats membres »;

2° au paragraphe 1^{er}, les mots « Directives 2001/77/CE, 2003/54/CE et 2004/8/CE » sont remplacés par les mots « Directives 2004/8/CE, 2009/28/CE, 2009/72/CE et 2012/27/UE, ainsi que l'Accord sur l'Espace économique européen »;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par la phrase suivante : « Il en va de même pour les labels de garantie d'origine en provenance d'un autre Etat lorsqu'un accord liant celui-ci à l'Union européenne admet expressément cette reconnaissance. »;

4° au paragraphe 2, 1°, le mot « base » est remplacé par le mot « banque »;

5° au paragraphe 2, 3°, alinéa 1^{er}, les mots « 2001/77/CE » et les mots « 2004/8/CE » sont respectivement remplacés par les mots « 2009/28/CE » et « 2012/27/UE »;

6° au paragraphe 2, 3°, 1^{er} tiret, les mots « produite à partir de sources d'énergie renouvelables » sont remplacés par les mots « explicitement connue, et qui correspond pour le renouvelable, »;

7° au paragraphe 2, 3°, 1^{er} tiret, les mots « 2001/77/CE et de » sont remplacés par les mots « 2009/28/CE et pour la »;

8° au paragraphe 2, 3°, 2° tiret, les mots « octroyés à de l'électricité produite dans des installations qui ont été certifiées conformément à des critères comparables à ceux définis en vertu de l'article 42 du décret, critères qui portent notamment sur la capacité à contrôler la quantité d'électricité produite; » sont remplacés par les mots « émis de sorte qu'il ne puisse y avoir de doutes fondés quant à leur exactitude, leur fiabilité ou leur véracité; »;

9° au paragraphe 2, 3°, le 3° tiret est remplacé par ce qui suit :

« - une obligation de transparence des sources conforme à l'article 3, § 9 de la Directive 2009/72/CE; »;

10° au paragraphe 2, 5°, les mots « délivrés au demandeur d'importation en Région wallonne, la partie de » sont remplacés par les mots « annulés en conformité avec l'article 27 » et les mots « pourra être intégrée et comptabilisée dans le fuel mix du fournisseur. » sont remplacés par les mots « sont intégrés et comptabilisés dans le fuel mix du fournisseur au même titre que des labels de garanties d'origine wallons. »;

11° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le protocole visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, peut entériner tout ou partie d'un mécanisme de reconnaissance mutuelle multilatéral tel que l'European Energy Certification System abrégé « EECs » géré par l'Association of Issuing Bodies. »;

12° l'article 28 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit : « § 3. Au cas où la CWaPE constaterait que les conditions de reconnaissance mutuelle d'un label de garantie d'origine ne sont pas remplies, elle notifie sa décision de refus au demandeur et au Gouvernement afin que ce dernier puisse en informer la Commission. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 11. Le Ministre qui a en charge l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 13 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201249]

13. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 36bis bis 36quater, 37, 38 § 1, und 39, die durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 ersetzt worden sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Gutachtens der CWaPE Nr. CD‐12d16‐374 vom 20. Februar 2012;

Aufgrund des am 6. Januar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 54.699/4;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung;

Beschließt:

KAPITEL I — *Zweck*

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG und die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG teilweise umgesetzt.

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt*

Art. 2 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt wird durch folgende Wortfolge ergänzt : „, sowie die teilweise Umsetzung der Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG“.

Art. 3 - Artikel 11, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 200, wird wie folgt abgeändert:

1° die Ziffer 3° wird durch folgende Wortfolge ergänzt, „jeweils pro Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags ist, und für die Gesamtheit der Lieferung des Stromversorgers.“.

2° in Ziffer 4° wird die Wortfolge "ab allen vom Versorger während des abgelaufenen Jahres verwendeten Energiequellen" durch ", jeweils pro Produkt, das Gegenstand des Liefervertrags ist, und für die Gesamtheit der Lieferung des Stromversorgers während des abgelaufenen Jahres" ersetzt.

KAPITEL III — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Art. 4 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird die Wortfolge "sowie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG" vor "teilweise gewährleistet" eingefügt.

Art. 5 - In Artikel 13, § 1 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2010 abgeändert worden ist, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der einführende Satz wird durch folgenden Satz ersetzt: "Nach der Annahme des Antrags und auf der Grundlage der Zählungsdaten des Produktionsstandortes, der auf eine Bescheinigung zur Herkunftsgarantie Anspruch hatte, stellt die "CWaPE" quartalsweise folgende Nachweise in elektronischer Form aus: "

2° Absatz 1, 2° wird durch das Folgende ersetzt: "einen Nachweis, durch den eine Anzahl grüner Bescheinigungen, die der erzeugten Netto-Grünstrommenge entspricht, gewährt wird, unbeschadet der in vorliegendem Erlass angeführten Berechnungsmodalitäten, wobei die "CWaPE" sie unmittelbar dem geeigneten Konto des Inhabers der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie überweist, welches in der in Artikel 43, § 2, 11° des Dekrets genannten Datenbank eröffnet wurde.";

3° Paragraph 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Der in Artikel 9 vorgesehene Zählcode kann von dem Grundsatz der quartalsweisen Gewährung abweichen, wenn dies den Verwaltungsaufwand des Stromversorgers vermindert, oder um den Bedingungen in Verbindung mit der gegenseitigen Anerkennung der Herkunftsgarantien aus anderen Regionen oder Mitgliedstaaten Rechnung zu tragen."

Art. 6 - Artikel 17bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird die Wortfolge "Unbeschadet der Annahmebedingungen der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie im Rahmen der Bestimmung der Primärquellen, die für die zusammenfassenden Bilanzen der Versorger gemäß Artikel 11, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt vorgesehen sind, haben die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie eine Gültigkeitsdauer" durch "Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie haben eine Gültigkeitsdauer" ersetzt.

2° in § 1 wird die Wortfolge "am Ende des ersten darauf folgenden Kalenderjahres endet;" durch "zwölf Monate nach dem letzten Tag des Monats des Endes des Produktionszeitraums der entsprechenden Energiemenge endet." ersetzt, und wird folgender Satz hinzugefügt: "Abweichend davon haben die Herkunftsgarantien, die aus einem Grund, der nicht auf die Verantwortung des Stromerzeugers zurückzuführen ist, mehr als sechs Monate nach dem Ende des Produktionszeitraums ausgestellt wurden, eine Gültigkeitsdauer von sechs Monaten, die ab dem letzten Tag des Monats ihrer Ausstellung berechnet wird.";

3° § 2, Absatz 1 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Ein Gütezeichen zur Herkunftsgarantie wird pro Netto-MWh, die in das Netz eingespeist wird, und pro Netto-MWh, die einem Kunden über eine Direktleitung geliefert wird, gewährt.";

4° § 3 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die für eine Lieferung über eine Direktleitung gewährt werden, werden zugunsten dieser Lieferung unverzüglich gelöscht."

Art. 7 - Artikel 21 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, Absatz 2, 2°, 5. und 6. Gedankenstrich, wird "und hocheffizienter Kraft-Wärme-Kopplung" nach "Kraft-Wärme-Kopplung" eingefügt.

2° in § 1, Absatz 2, 2° wird nach dem 8. Gedankenstrich folgender Gedankenstrich eingefügt: "- die Anzahl Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;"

3° § 1, Absatz 2, 2° wird durch Folgendes ergänzt:

- " - das Datum der Inbetriebnahme;
- das Datum und das Land der Ausstellung;
- die eindeutige Identifikationsnummer der grünen Bescheinigung oder der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie;
- eine Identifikation des Produktionsstandorts und seiner Lage;
- der Energieträger;
- die Energiequelle;
- der elektrische Wirkungsgrad und ggf. der thermische Wirkungsgrad der Anlage;"

4° in § 1, Absatz 2, 3° wird der Gedankenstrich "- das Datum des Handels" nach dem ersten Gedankenstrich eingefügt;

5° § 1, Absatz 2, 4° wird durch Folgendes ergänzt:

- " - die Anzahl der Bescheinigungen zur Herkunftsgarantie, die Gegenstand des Handels sind;
- das Datum des Handels;"

6° § 2 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Die Datenbank enthält das Register der Erzeuger, Versorger, Zwischenhändler und Netzbetreiber, die auf dem Markt der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie tätig sind, sowie die grünen Bescheinigungen und die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die ausgestellt, abgetreten und gelöscht werden."

Art. 8 - Artikel 24 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1, 1°, wird "2003/54/EG" durch "2009/72/EG" ersetzt;

2° in § 4 wird die Wortfolge "in das Register der vom Markt genommenen Gütezeichen zur Herkunftsgarantie übertragen" durch das Wort "gelöscht" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 27, § 1 desselben Erlasses, so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 ersetzt worden ist, wird die Wortfolge "der CWaPE zurückgegeben" durch "von der "CWaPE" gelöscht" ersetzt, und wird die Wortfolge "des erneuerbaren Charakters und/oder des Charakters der hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplung" durch "der Herkunft" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 28 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird "Mitgliedstaaten" durch "Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums" ersetzt;

2° in § 1 wird die Wortfolge "Richtlinien 2001/77/EG, 2003/54/EG und 2004/8/EG" durch "Richtlinien 2004/8/EG, 2009/28/EG, 2009/72/EG und 2012/27/EU, sowie das Abkommen über den europäischen Wirtschaftsraum" ersetzt;

3° § 1 wird durch den folgenden Satz ergänzt: "Dies gilt auch für die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie aus einem anderen Staat, wenn ein Abkommen, durch das Letzterer mit der Europäischen Union verbunden ist, diese Anerkennung ausdrücklich billigt.";

4° in der französischen Fassung von § 2, 1° wird das Wort "base" durch das Wort "banque" ersetzt;

3° in § 2, 3° Absatz 1, wird "2001/77/EG" durch "2009/28/EG" und "2004/8/EG" durch "2012/27/EG" ersetzt;

6° in § 2, 3°, wird der 1. Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt: "die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden für Strom gewährt, der ausdrücklich bekannt ist, und was den mittels erneuerbarer Energiequellen erzeugten Strom betrifft, dem Sinne der in Artikel 2 der Richtlinie 2001/77/EG stehenden Definitionen, und den was mittels Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Strom betrifft, dem Sinne der in Artikel 3 der Richtlinie 2004/8/EG stehenden Definitionen entspricht";

7° in § 2, 3°, 1. Gedankenstrich wird in der französischen Fassung "2001/77/CE et de" durch "2009/28/CE et pour la" ersetzt;

8° in § 2, 3°, wird der 2. Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt: "die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie sind derart ausgestellt worden, dass es hinsichtlich ihrer Richtigkeit, Zuverlässigkeit oder Wahrheit keine Zweifel geben kann,";

9° in § 2, 3° wird der 3. Gedankenstrich durch Folgendes ersetzt:

"- eine Verpflichtung zur Transparenz der Quellen gemäß Artikel 3, § 9 der Richtlinie 2009/72/EG;"

10° § 2, 5° wird durch Folgendes ersetzt: "wenn die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie aus einer anderen Region oder einem anderen Mitgliedstaat in Übereinstimmung mit Artikel 27 gelöscht werden und wie wallonische Gütezeichen zur Herkunftsgarantie im "Trägermix" des Stromversorgers integriert und verbucht werden.";

11° § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Das in Absatz 1, 3° genannte Protokoll kann die Gesamtheit oder einen Teil eines gegenseitigen oder mehrseitigen Anerkennungssystems wie z.B. das durch die "Association of Issuing Bodies" verwaltete "European Energy Certification System", abgekürzt "EECS", bestätigen.";

12° Artikel 28 wird mit durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 3. Falls die "CWaPE" feststellen würde, dass die Bedingungen für die gegenseitige Anerkennung einer Bescheinigung zur Herkunftsgarantie nicht erfüllt sind, stellt sie dem Antragsteller und der Regierung ihren Ablehnungsbeschluss zu, damit Letztere die Kommission darüber informieren kann."

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201249]

13 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikelen 36bis tot 36quater, 37, 38, § 1, en 39, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies CD-12d16-CWaPE-374 van de « CWaPE » van 20 februari 2012;

Gelet op het advies nr. 54.699/4 van de Raad van State, gegeven op 6 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Doel

Artikel 1. Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van de Richtlijnen 2001/77/EG en 2003/30/EG en Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt*

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt wordt aangevuld met de zin « Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit. ».

Art. 3. In artikel 11, § 2, van het besluit van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 3° wordt aangevuld met de woorden « per product dat het voorwerp uitmaakt van een leveringscontract en voor het geheel van de levering van de leverancier »;

2° onder punt 4° worden de woorden « vanaf het geheel van de energiebronnen gebruikt door de leverancier tijdens het afgelopen jaar. » vervangen door de woorden « per product dat het voorwerp uitmaakt van een leveringscontract en voor het geheel van de levering van de leverancier tijdens het afgelopen jaar. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekraftkoppeling*

Art. 4. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekraftkoppeling worden de woorden « alsook Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG » ingevoegd tussen de woorden « Richtlijn 2003/54/EG » en « worden ».

Art. 5. In artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin wordt vervangen als volgt : Na aanvaarding van de aanvraag verleent de « CWaPE » om de drie maanden langs de elektronische weg aan de productiesite die in aanmerking is gekomen voor een certificaat van garantie van oorsprong op grond van zijn berekeningsgegevens : »;

2° artikel 1, 2°, wordt vervangen als volgt: « document tot toekenning van een aantal groene certificaten dat overeenstemt met de geproduceerde netto hoeveelheid groene elektriciteit, onverminderd de berekeningsmodaliteiten vermeld in dit besluit, en deponeert die vervolgens onmiddellijk op de passende rekening van de houder van de garantie van oorsprong in de databank bedoeld in artikel 43, § 2, 11°, van het decreet. »;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid : « De berekeningscode waarin artikel 9 voorziet kan van het principe van de driemaandelijke toekenning afwijken als de administratieve last van de producent daardoor verminderd wordt of om te voldoen aan de voorwaarden tot wederzijdse erkenning van garanties van oorsprong uit andere gewesten of lidstaten. ».

Art. 6. In artikel 17bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « Onverminderd de voorwaarden voor het aannemen van deze labels van garantie van oorsprong in het kader van de bepaling van de primaire bronnen voorzien voor de samenvattende balansen van de leveranciers overeenkomstig artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, » opgeheven.

2° in paragraaf 1 worden de woorden « aan het einde van het eerstvolgende kalenderjaar; » vervangen door de woorden « twaalf maanden na de laatste dag van de maand van het einde van de periode waarin de overeenstemmende energiehoeveelheid wordt geproduceerd. Afwijkingshalve hebben de garanties van oorsprong die meer dan zes maanden na het einde van de productieperiode uitgegeven worden om een reden die niet uit de verantwoordelijkheid van de producent voortvloeit, een geldigheidsduur van zes maanden, te rekenen van de laatste dag van de maand waarin ze uitgegeven worden. »;

3° paragraaf 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt: « Er wordt een label van garantie van oorsprong toegekend per netto MWu geïnjecteerd op het net en per netto MWu geleverd aan een afnemer via een directe lijn. »;

4° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt: « De labels van garantie van oorsprong toegekend voor een levering via een directe lijn worden onmiddellijk ingetrokken ten gunste van die levering. ».

Art. 7. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, 2°, 5e en 6e streepje, worden de woorden « en hoogrenderende warmtekraftkoppeling » ingevoegd na het woord « warmtekraftkoppeling »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, 2°, wordt na het 8e streepje volgend streepje ingevoegd : « - het aantal label van garantie van oorsprong; »;

3° paragraaf 1, tweede lid, 2°, wordt vervangen als volgt :

- « - de datum van inbedrijfstelling;
- de datum en het land van uitgifte;
- het eenmalige identificatienummer van het groene certificaat of van de garantie van oorsprong;
- een identificatie van de productiesite en de lokalisering ervan;
- de energievectoren;
- de energiebron;
- het nominaal elektrisch en, in voorkomend geval, thermisch rendement van de installatie; »;

4° in paragraaf 1, tweede lid, 3°, wordt het streepje « - de transactiedatum; » ingevoegd na het eerste streepje;

5° paragraaf 1, tweede lid, 4°, wordt vervangen als volgt:

« - het aantal garanties van oorsprong die het voorwerp uitmaken van een transactie;

- de datum van de transactie; »;

6° in paragraaf 2 worden de woorden « afgeleverd, uitgewisseld en teruggegeven aan de "CWaPE". » vervangen door de woorden « alsook de groene certificaten en de labels van garantie van oorsprong die werden uitgegeven, afgestaan en geannuleerd. ».

Art. 8. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 1°, wordt « 2003/54/EG » vervangen door « 2009/72/EG »;

2° in paragraaf 4 worden de woorden « opgenomen in het register van de labels van garantie van oorsprong die uit de markt zijn genomen » vervangen door het woord « geannuleerd ».

Art. 9. In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de woorden « maandelijks en uiterlijk 31 maart van elk jaar aan de CWaPE teruggegeven » vervangen door de woorden « maandelijks en uiterlijk 31 maart van elk jaar door de "CWaPE" geannuleerd » en worden de woorden « zodat ze kan nagaan of de elektriciteit die aan eindafnemers in het Waalse Gewest geleverd wordt hernieuwbaar is of opgewekt werd uit hoog renderende warmtekrachtkoppeling » vervangen door de woorden « zodat ze kan nagaan wat de oorsprong is van de elektriciteit die aan eindafnemers in het Waalse Gewest geleverd wordt ».

Art. 10. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « van de Europese Economische Ruimte » ingevoegd na de woorden « de lidstaten »;

2° in paragraaf 1 worden de woorden « Richtlijnen 2001/77/EG, 2003/54/EG en 2004/8/EG » vervangen door de woorden « richtlijnen 2004/8/EG, 2009/28/EG, 2009/72/EG en 2012/27/EU, alsook het Akkoord op de Europese Economische Ruimte »;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende zin: « Hetzelfde geldt voor de labels van garantie van oorsprong uit een andere Staat als die erkenning uitdrukkelijk aanvaard wordt bij een overeenkomst die hem aan de Europese Unie bindt. »;

4° in paragraaf 2, 1°, (Franse versie) wordt het woord « base » vervangen door het woord « banque »;

5° in paragraaf 2, 3°, eerste lid, worden de woorden « 2001/77/EG » en « 2004/8/EG » respectievelijk vervangen door de woorden « 2009/28/EG » en « 2012/27/EU »;

6° au paragraphe 2, 3°, 1^{ste} streepje, worden de woorden « elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen » vervangen door de woorden « uitdrukkelijk erkende elektriciteit en wat betreft de hernieuwbare elektriciteit, »;

7° in paragraaf 2, 3°, 1e streepje worden de woorden « 2001/77/EG en uit » vervangen door de woorden « 2009/28/EG en voor de »;

8° in paragraaf 2, 3°, 2e streepje, worden de woorden « toegekend voor elektriciteit geproduceerd in installaties erkend overeenkomstig criteria die te vergelijken zijn met de criteria die krachtens artikel 42 van het decreet worden bepaald. Deze criteria hebben namelijk betrekking op de capaciteit om de geproduceerde hoeveelheid elektriciteit te controleren; » vervangen door de woorden « uitgegeven zodat er geen gegronde twijfels kunnen bestaan omtrent de nauwkeurigheid, betrouwbaarheid of waarachtigheid daarvan; »;

9° in paragraaf 2, 3°, wordt het 3e streepje vervangen als volgt :

« - een verplichting tot transparantie van de bronnen overeenkomstig artikel 3, § 9, van richtlijn 2009/72/EG; »;

10° in paragraaf 2, 5°, worden de woorden « afgeleverd aan de verzoeker om invoer in het Waalse Gewest » vervangen door de woorden « geannuleerd overeenkomstig artikel 27 » en worden de woorden « , kan het deel van deze labels van garantie van oorsprong worden opgenomen en verrekend in de fuel mix van de leverancier » vervangen door de woorden « worden ze, samen met de labels van garantie van Waalse oorsprong, in de fuel mix van de leverancier opgenomen en verrekend. »;

11° paragraaf 2 wordt aangevuld met volgend lid :

« Een multilateraal mechanisme tot wederzijdse erkenning als het European Energy Certification System, afgekort « EECS », dat door de Association of Issuing Bodies beheerd wordt, kan goedgekeurd worden door het protocol bedoeld in het eerste lid, 3°. »;

12° artikel 28 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt : « § 3. Als de « CWaPE » vaststelt dat de voorwaarden tot wederzijdse erkenning van een label van garantie van oorsprong niet vervuld zijn, geeft ze de aanvrager en de Regering kennis van haar beslissing tot weigering opdat de Regering de Commissie daarover kan inlichten. ».

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 11. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET